

# Pièce P-28

Lettre du 30 avril 2010 du directeur général des  
élections adressée au ministre responsable de la  
réforme des institutions démocratiques, monsieur  
Robert Dutil



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Québec, le 30 avril 2010

Monsieur Robert Dutil  
Ministre responsable de la  
réforme des institutions démocratiques  
200, chemin Sainte-Foy, 12<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 4X6

Monsieur le Ministre,

La présente fait suite à notre rencontre du 16 avril dernier au cours de laquelle, nous avons échangé sur les modifications qui pourraient être apportées au projet de loi no 93, *Loi modifiant la Loi électorale concernant les règles de financement des partis politiques et modifiant d'autres dispositions législatives*.

Permettez-moi d'abord de vous remercier pour la grande ouverture dont vous avez fait preuve afin d'introduire dans le projet de loi bon nombre de mesures qui nous apparaissent nécessaires pour assurer une meilleure application de la loi.

Je vous rappelle cependant qu'il a été notamment question d'introduire dans ce projet de loi des dispositions visant à prévoir que le ministère du Revenu transmette au DGE les renseignements relatifs aux contributions électorales versées au moment du remboursement du crédit d'impôt. Sur cette question, je désire vous informer que nos travaux se sont poursuivis et que nous serons en mesure de déposer, lors de l'étude détaillée du projet de loi en commission parlementaire, les amendements nécessaires pour permettre l'introduction des crédits de reconnaissance à la démocratie (CRD), tels que définis par le Groupe de réflexion du Comité consultatif. Les amendements requis seront accompagnés d'une évaluation du coût des mesures.

Aussi, dans la perspective où la proposition du crédit de reconnaissance à la démocratie ne serait pas retenue, nous aurons en main une seconde série d'amendements afin de soutenir une autre alternative qui consisterait, d'une part, à prévoir la signature d'une déclaration de l'électeur sur le reçu de contribution attestant que la contribution a été faite volontairement, sans compensation, ni contrepartie et qu'elle n'a pas fait l'objet d'un quelconque remboursement et, d'autre part, à prévoir qu'une copie de la correspondance transmise par le ministère du Revenu au contributeur (chèque de remboursement, information sur les dispositions législatives) soit transmise au DGE.

En ce qui concerne l'idée visant à permettre au ministère du Revenu de transmettre au DGE les renseignements relatifs aux contributions électorales et aux contributeurs, j'aimerais attirer votre attention sur les articles 69.1 et 69.8 de la *Loi sur le ministère du Revenu* qui prévoient qu'un renseignement contenu dans un dossier fiscal peut être communiqué pour les fins prévues, sans consentement de la personne concernée, à certaines personnes, notamment des personnes désignées par l'Assemblée nationale :

...2

- Le Contrôleur des finances;
- Le Vérificateur général;
- Le ministre des Finances;
- Le ministre des Ressources naturelles et de la Faune;
- La Commission des normes du travail;
- Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- Le Protecteur du citoyen;
- L'Institut de la statistique du Québec;
- La Régie de l'assurance maladie du Québec;
- La Régie des rentes du Québec;
- Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport;
- La Commission des transports du Québec;
- La Régie de l'énergie;
- Le Commissaire au lobbyisme;
- La Société de l'assurance automobile du Québec;
- Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;
- La Commission de la santé et de la sécurité du travail.

Étant une personne désignée au même titre que le Vérificateur général, le Protecteur du citoyen et le Commissaire au lobbyisme, il m'apparaît essentiel et légitime d'inclure au projet de loi les amendements requis visant à permettre au DGE d'avoir accès aux informations nécessaires à un meilleur contrôle du financement politique.

Évidemment, je demeure à votre disposition pour toute discussion que vous jugerez utile et je vous prie de recevoir, Monsieur le Ministre, ma haute considération.

Le directeur général des élections et  
président de la Commission de la représentation électorale,

  
Marcel Blanchet

c.c. M. Robert Parent